

Envers une théorie générale des cycles d'erreurs

Jörg Guido Hülsmann[°]

La théorie du cycle économique que Mises présenta pour la première fois dans son ouvrage *Theory of Money and Credit* (1981, chp.9, esp. pp.338ff) est l'une de ses contributions les plus importantes. Elaborée par Mises lui-même, elle fut complétée par F.A. Hayek et M. Rothbard¹ sans que ses fondements, depuis sa publication, ne soient remis en question.

L'objet de cet article est triple. Premièrement, nous critiquons la théorie de Mises sur la base qu'elle n'est pas généralement et apodictiquement certaine. Elle ne peut donc pas faire partie de la théorie économique, science purement logique de l'action, ainsi que Mises la définissait lui-même. Deuxièmement, nous donnons les lignes directrices d'une théorie des cycles d'erreurs réellement praxéologique (et donc générale) résistant à ces critiques. Enfin, la théorie du cycle de Mises sera reformulée à la lumière de cette nouvelle approche, c'est-à-dire qu'elle sera interprétée comme une illustration d'une théorie plus large et donc de cette façon fondée sur des bases plus solides.

1. Une critique de la théorie autrichienne du cycle économique

Cycles économiques et erreurs

Une théorie du cycle économique est nécessairement une théorie des erreurs. Elle vise à expliquer la récurrence des phénomènes de crises, c'est-à-dire des situations dans lesquelles les échecs économiques simultanés de nombreux individus deviennent évidents. La théorie du cycle

[°] Jörg Guido Hülsmann est Feodor-Lynen Fellow à l'université de New-York Buffalo. Je tiens à remercier Hans-Hermann Hoppe, N. Stephan Kinsella et les membres du laboratoire d'Economie Politique de l'université Panthéon-Assas pour leurs commentaires. L'achèvement de cet essai n'aurait pas été possible sans le soutien du DAAD, de la fondation Alexander von Humbolt et de l'Institut Ludwig von Mises.

¹ Voir en particulier Mises (1928; 1998, pp.550ff.); Hayek (1929; 1931); Rothbard (1993, pp.854ff.; 1983, pt.1)

économique explique ainsi, non seulement l'occurrence de l'erreur, mais aussi, la récurrence de groupes d'erreurs. Ce rappel est d'autant plus utile que de nombreux économistes cherchent à interpréter le cycle économique comme un phénomène d'équilibre². Rappelons ce que cela signifie dans le sens commun. Ces auteurs prétendent que les faillites sont prévisibles, que les pertes des petites et grosses fortunes sont intentionnelles depuis le début et que les gens ne peuvent concevoir d'autres emplois de leur travail et de leur monnaie que ceux de les jeter par la fenêtre.

Le grand mérite de la théorie du cycle autrichien est d'avoir expliqué les erreurs récurrentes dans les décisions d'investissement à partir d'une cause commune, à savoir l'organisation monétaire en vigueur dans les sociétés occidentales. La caractéristique fondamentale de ces systèmes est de reposer sur des banques à réserves fractionnaires et sur une banque centrale agissant comme prêteur en dernier ressort. Dans ces circonstances, les banques commerciales peuvent augmenter de façon inattendue la quantité de substituts monétaires (aujourd'hui, ce sont surtout les dépôts à vue) et, en prêtant cette nouvelle monnaie, déplacer le taux d'intérêt du marché en-dessous du niveau qu'il aurait autrement atteint. Le nombre de projets d'investissement entrepris va dépasser ce que le niveau donné de capacités de production peut supporter. Une erreur systématique est produite. Les projets ne peuvent en aucun cas s'exécuter tous avec succès et ceci doit être, tôt ou tard, découvert. Le cycle économique atteint la phase de la crise quand cette découverte a gagné une attention large. Les projets considérés comme les moins profitables sont maintenant abandonnés et la production continue sur des bases plus solides. La cause de l'erreur systématique continue, néanmoins, à opérer. De nouveau, les banques commerciales vont pouvoir augmenter la quantité de leurs actifs monétaires au-delà de la quantité monnaie dont elles disposent réellement. Là encore, les banques centrales leur apporteront leur aide en cas de crise de liquidité. La reproduction d'une erreur systématique est donc fort probable.

L'erreur (ou l'échec) est un aspect permanent du comportement humain. Elle réside dans le fait de choisir une action moins importante (moins préférée) qu'une autre qui aurait pu être exécutée à la place. La théorie du cycle autrichien n'a pas besoin d'affirmer qu'en l'absence

² Voir Lucas (1987); Schultz (1975); et aussi Shmanske (1994).

d'inflation, les participants du marché ne commettraient aucune erreur. Elle peut entièrement se fonder sur l'idée que l'inflation cause des erreurs supplémentaires, c'est-à-dire plus d'erreurs qu'il ne s'en serait produites en d'autres circonstances: « L'expansion du crédit en situation de chômage crée plus de distorsions et de mal-investissement, retarde l'assainissement de l'économie après le boom antérieur et rend plus difficile le redressement nécessaire dans le futur ». (Rothbard 1983, p.34)³. Ainsi, l'approche autrichienne donne une idée réaliste du cycle commercial et fournit la seule solution existante aux problèmes théoriques soulevés par les théories du cycle économique⁴.

Réfutation générale de l'analyse conséquentialiste de l'erreur.

Reste que même la solution autrichienne actuelle est défectueuse car elle repose sur une analyse fallacieuse de l'erreur. De façon ultime, l'approche autrichienne traditionnelle donne une explication de la façon dont les erreurs se produisent. Elle est ce qu'on peut appeler une explication conséquentialiste. L'erreur y est conçue comme la conséquence d'un événement précédent, à savoir conséquence d'un changement des conditions de l'action⁵.

La théorie du cycle économique autrichien explique, ainsi, les groupes d'erreurs par des changements dans la quantité de monnaie. Elle stipule que les participants du marché errent parce que la quantité de monnaie a augmenté au sein du système bancaire. Leur erreur se manifeste dans un taux d'intérêt brut inférieur au taux d'intérêt originaire (taux tel que le détermine la préférence pour le temps des individus).

³ Voir aussi Mises (1998, pp.584f.) et Garrison (1991, p.95).

⁴ Pour une brillante critique des autres approches, voir Rothbard (1983, pp.39ff.); voir aussi Mises (1998, pp.559f; 580ff.); Hoppe (1983, pp.64ff.); Garrison (1989; 1991).

⁵ Cette explication est manifeste dans l'utilisation de la construction imaginaire de l'économie en rotation uniforme dans le but explicite d'analyser « les problèmes d'entrepreneuriat et de pertes et profits » (Mises 1998, p.248). C'est aussi évident dans des déclarations du type « [les changements d'évaluation] sont la source des pertes et profits entrepreneuriaux » (ibid., p.534) ou « de nouvelles données émergent en permanence et détournent les prix de la tendance première de leurs mouvements au profit d'un état final différent » (ibid., p.547)

Avant de réfuter cette théorie, notons un fait crucial souvent négligé, à savoir que le problème soulevé par une analyse de l'erreur dépasse le cadre de la théorie du cycle autrichien. Il est un problème absolument général et appelle une solution générale. Quelle que puisse être l'explication de l'erreur, elle doit aussi bien englober les groupes d'erreurs que les erreurs individuelles. La théorie selon laquelle les changements provoquent l'erreur propose bien une solution générale, même si nous pouvons prouver qu'elle est fautive. Si nous nous aventurons à proposer une meilleure théorie, elle doit aussi être une solution générale. En d'autres termes, la théorie du cycle économique doit être fondée sur une théorie générale de la récurrence des groupes d'erreurs.

Selon l'approche conséquentialiste, l'erreur est impossible et l'équilibre doit s'imposer si les conditions cessent de changer. L'erreur ne peut provenir que d'un changement des conditions. Tout changement ne conduit cependant pas nécessairement à un erreur. Par exemple, le fait que le paiement des salaires exige des liquidités plus importantes en début de mois ne surprend pas l'homme d'affaires. Même si le nombre de jambes cassées en 99 est plus important qu'en 98, cela ne provoquera sans doute pas la ruine des compagnies d'assurance santé. Comment ces faits incontestables peuvent-ils être compatibles avec l'approche conséquentialiste ? On pourrait dire que ces changements font partis d'une classe d'événements plus large, qui en tant que classe, ne varient pas au cours du temps. Avoir affaire à certains éléments d'une classe implique un risque mais ne conduit pas à l'erreur. C'est seulement si le comportement de la classe entière variait que l'erreur serait produite. L'erreur pourrait ainsi être pensée comme la conséquence de changements particuliers de classe. D'autres événements singuliers comme la découverte d'une loi de la nature ou l'invention d'un produit révolutionnaire pourraient eux aussi provoquer des erreurs. Cette erreur causée par la particularité constitue selon le conséquentialisme ce qui est appelé l'incertitude⁶. Des événements rares ne peuvent cependant pas servir à l'explication conséquentialiste de l'erreur s'ils impliquent eux-mêmes l'erreur, sans quoi, un simple changement de condition, voire un changement singulier, ne peut jamais suffire à expliquer l'erreur. L'occurrence d'événement particuliers conduit-elle nécessairement à l'erreur ? Ceci est la question décisive. Ce n'est que dans l'affirmative qu'on pourrait proposer une théorie

⁶ Pour la distinction entre risque et incertitude, voir Knight (1921). Mises améliora les arguments de Knight en introduisant une distinction entre probabilité de classe et probabilité de cas.

conséquentialiste de l'erreur. Or, ce n'est pas le cas. L'erreur ne peut pas être expliquée par des changements particuliers dans les conditions parce même ce type de changements peut être anticipé. Anticiper signifie que l'on juge correctement ce que seront les conditions futures et non pas, évidemment, car ce ne peut jamais être le cas, qu'on sait ce qui se produira dans le futur. Nous pouvons admettre que les conditions de l'action changent en permanence mais rien ne nous empêche de les anticiper.

On peut aussi attaquer le conséquentialisme en affirmant que les événements rares dans l'histoire humaine n'existent pas. Cette critique est cependant injustifiable. Nier l'existence de la singularité, c'est aussi postuler qu'il est possible de classer à l'avance tous les événements possibles. Ceci vaut aussi pour les états futurs du savoir. Cette affirmation est auto-contradictoire parce que si les gens apprennent cette classification générale, ils se comporteront différemment, renversant de cette façon le schéma qui juste avant cette révélation, expliquait leurs actions (Hoppe 83 ; 1997).. Le choix humain et la créativité expliquent la singularité des événements, défiant cette classification.

Rejetons donc l'approche conséquentialiste de l'explication de l'erreur et plaçons-nous du côté du sens commun. Si l'erreur est la conséquence nécessaire de quelque événement antérieur, il nous faut aussi nier la notion de choix. La liberté de choix n'implique absolument pas que nous puissions choisir n'importe quelle fin désirée. Son domaine n'est pas celui de notre imagination. Un choix suppose, d'une part, que nous puissions choisir, parmi les alternatives possibles, la plus importante de toutes pour nous, et, d'autre part, que nous puissions choisir entre une action juste et un crime. Nous avons toujours ce pouvoir. La déclaration douteuse qui consiste à dire qu'on doit tuer sa propre grand-mère parce qu'on est né pauvre illustre l'affirmation qu'un événement antérieur détermine le succès de notre action.

Réfutation de l'approche conséquentialiste de la théorie du cycle économique.

Comment transporter la discussion précédente dans le domaine de la théorie du cycle. L'approche conséquentialiste de la théorie autrichienne traditionnelle établit que les groupes d'erreurs sur le marché résultent de hausses dans la quantité de monnaie. De telles hausses, peuvent cependant être anticipées. Le simple fait que la quantité de monnaie change n'empêche aucunement les entrepreneurs d'apprécier correctement son impact sur les prix du marché. Par

conséquent, une quantité de monnaie en hausse n'implique pas nécessairement l'établissement d'un taux d'intérêt plus bas. Mises a convenu de cela :

Il se peut que les hommes d'affaires réagissent différemment dans le futur à une expansion du crédit par rapport à ce qu'il sont fait dans le passé. Il se peut qu'ils évitent d'utiliser dans leurs opérations, la monnaie facilement disponible parce qu'ils gardent à l'esprit les conséquences inévitables du boom. (Mises 1940, p.966f)⁷

Une remarque critique doit être ajoutée à cette déclaration. Elle concerne le degré d'exactitude du taux d'intérêt du marché dans des conditions d'inflation croissante. Mises affirme qu'une attitude plus prudente face à « la monnaie plus facilement disponible » peut éviter le cycle économique. Une telle attitude de la part des propriétaires des entreprises les plus profitables conduirait simplement à une baisse du taux d'intérêt, renforçant ainsi leurs concurrents. De plus, le taux d'intérêt exact sera établi par des entrepreneurs preneurs de crédit qui anticipent que la quantité supplémentaire de monnaie en circulation permettra d'obtenir des prix de vente plus élevés dans le futur. Ces entrepreneurs seront donc enclins à offrir des taux d'intérêt plus élevés, c'est-à-dire que le taux d'intérêt brut du marché comprendra une prime de prix plus élevée. L'inflation ne favorise donc jamais la prudence. Elle change les conditions de succès au profit des joueurs et des chercheurs de rente (Hülsmann 1996b, pp.157ff).

Du point de vue de Mises, un cycle économique est inévitable à partir du moment où les entrepreneurs ne restreignent pas leur utilisation des moyens fiduciaires supplémentaires. Il disait : « L'émission de moyens fiduciaires, quelle qu'en soit le niveau, entraîne toujours les modifications dans la structure des prix que la théorie du cycle décrit. » (Mises 1998, p.442, n.17) Par conséquent, la seule solution est de réduire le crédit quand les symptômes du cycle économique apparaissent. Ainsi, « le boom prend rapidement fin, une récession commence » (ibid, p.798.) Dans ce cadre, Mises nie explicitement la validité de l'argument mentionné ci-dessus, à savoir que des entrepreneurs peuvent éviter l'erreur en établissant une prime de risque plus élevée en prévision des effets futurs de l'inflation. Il affirmait « la prime de prix est toujours en retard par rapport aux changements dans le pouvoir d'achat parce qu'elle n'est pas déterminée par les changements dans l'offre de monnaie (au sens large) mais par les effets de ce changement

⁷ Le passage cité est traduit dans Mises (1943, p.251.).

sur la structure de prix. » (ibid, p.545)⁸. Ainsi, Mises tenait que le processus en cause procédait par deux étapes. Tout d'abord, l'inflation crée des prix plus élevés pour les facteurs de production tandis que les taux d'intérêt restent identiques ou même diminuent (ce qui constitue l'erreur). Ensuite, les hausses de prix sont incorporées dans les anticipations et produisent une prime de prix dans le taux d'intérêt⁹.

Ce raisonnement est défectueux pour plusieurs raisons. Premièrement, Mises ne donne aucun argument concernant l'incapacité des acteurs à « comptabiliser à l'avance le moment et l'étendue des changements de prix générés par l'altération de la relation monétaire de tous les biens et services qui directement ou indirectement participent à l'état de leur satisfaction » (Mises 1998, p.544). Il affirme seulement que de « tels calculs sont impossibles car ils exigeraient une connaissance parfaite des conditions futures » (ibid). Nous ne discuterons évidemment pas le fait de savoir si les êtres humains sont ou non doués d'une capacité parfaite de prévision. La question n'est pas là. Elle n'est pas de savoir si les gens ne commettront probablement jamais d'erreurs, mais de savoir s'il est concevable que leurs entreprises ne soient pas des échecs. La réponse est évidente : les gens peuvent indéniablement anticiper les événements futurs. Ceci pose un problème sérieux pour la théorie du cycle économique de Mises reposant sur la proposition que l'inflation implique l'erreur. En effet, le concept de causalité dans son sens purement praxéologique n'autorise aucune exception. S'il est possible d'anticiper correctement les effets de l'inflation alors l'inflation ne conduit pas nécessairement à des erreurs. Une théorie s'appuyant sur une telle proposition ne peut que tomber. Concédonsons néanmoins ce point à Mises pour la discussion et admettons que les participants ne peuvent pas tous anticiper les effets de l'inflation sur tous les biens. La question reste entière de savoir s'il est réellement nécessaire qu'une prime de risque s'établisse en prévision d'événements futurs. La réponse est négative. Comme nous l'avons établi ci-dessus, la théorie du cycle économique ne doit pas reposer sur l'hypothèse qu'avant le cycle économique qui la cause, l'erreur est inexistante¹⁰. Il est

⁸ Voir aussi l'argument analogue (Mises 1943, p.547f.).

⁹ Hayek a plus tard élaboré ce type de raisonnement en termes de relations mécaniques entre les prix. Voir en particulier Hayek (1939).

¹⁰ On pourrait défendre que du point de vue méthodologique de Mises, la théorie du cycle économique doit précisément reposer sur cette hypothèse. Car, selon Mises, l'erreur et ses descendants - le profit et la perte - doivent être analysées en les comparant à l'économie en rotation uniforme ; c'est-à-dire à un état des affaires où

amplement suffisant d'expliquer pourquoi plus d'erreurs surviennent. De plus, pour qu'une prime de prix s'établisse à l'avance, il n'est pas nécessaire de postuler que les acteurs du marché anticipent les effets de l'inflation. Anticiper les effets de l'inflation n'est un exercice plus difficile que celui d'anticiper d'autres types de changements ; telle est notre supposition et dans ce cas, il n'y a aucune raison de penser que l'inflation provoque des groupes d'erreurs. Il n'y a pas de cycle économique.

Avant de traiter ce point, discutons brièvement deux autres problèmes liés à l'argumentation de Mises. Le premier problème tient à la référence de Mises à la prime de prix au stade ultime d'une inflation continue. Il affirme « les choses deviennent différentes. La panique de la catastrophe monétaire, la hausse explosive, n'est pas seulement caractérisée par la tendance des prix à augmenter au-delà de toute limite mais aussi par une hausse illimitée de la prime de prix positive. » (1998, p.545) Cela contredit clairement sa proposition que la prime de prix est toujours en retard sur le changement du pouvoir d'achat. Si c'était vraiment le cas, elle devrait aussi l'être dans les situations d'hyper-inflation. Mises ne pouvait donc pas donner une explication des énormes primes de prix en hyper-inflation. Si, au contraire, les primes de prix ne sont pas toujours en retard par rapport aux changements de pouvoir d'achat, l'erreur ne procède alors pas de l'inflation. La théorie du cycle de Mises est une fois encore contredite. Un autre problème concerne une contradiction entre son approche conséquentialiste de la théorie du cycle économique et son explication plus générale des profits et des pertes. Le principe central de Mises dans cette dernière est :

La seule source de profit d'un entrepreneur est dans sa capacité d'anticiper mieux que les autres la demande future des consommateurs... le vrai entrepreneur est un spéculateur, un homme aimant utiliser son avis sur la structure future du marché pour des affaires

aucune erreur n'apparaît (Mises 1998, p.248.). Dans ce cas, il est vrai, « un cycle économique » se produirait quand seulement quelques participants du marché n'anticipent pas les effets de l'inflation continue. Car, en comparaison d'une situation marquée par l'absence d'erreur, l'apparition d'un petit nombre d'erreurs suffit à former un groupe. Les participants du marché de l'économie en rotation uniforme ne sont cependant pas des êtres humains mais des automates à réaction. Cette construction est donc encore plus discutable que celle de dire que tous les participants du marché anticipent tous les effets de l'inflation, ce qui au moins est logiquement concevable.

prometteuses de profit. Cette compréhension anticipative des conditions futures incertaines défie toute forme de systématisation. (Mises, 1998, pp.290, 585).

En d'autres termes, l'erreur et par conséquent les profits et les pertes ne sont pas provoqués par un événement spécifique. Ils le sont par la capacité entrepreneuriale, c'est-à-dire que le choix entrepreneurial est, d'un côté, manifestation des erreurs et, de l'autre, anticipation correcte. Mises n'explique pas non plus pourquoi l'inflation conduit toujours à l'erreur ni pourquoi les participants du marché ne peuvent pas anticiper ses effets. Il échoue donc à prouver que l'inflation implique l'erreur. Il n'est pas non plus suffisant de dire que l'inflation déforme les prix et les calculs. Cela demande une explication de la différence entre déformation et modification normale de la structure des prix. Tout événement exerce, en effet, une influence sur les prix et les calculs. Chacun d'eux pourrait être accusé de déformer les prix. Rothbard a tenté de résoudre ce problème de la manière suivante :

L'expansion de crédit bancaire éloigne le marché du schéma des préférences pour le temps volontaires ; l'influx d'or provoque des changements dans les préférences volontaires des individus pour le temps ... les préférences pour le temps peuvent tomber pendant la période de transition où les effets des hausses d'or sur le système de prix se produisent ... La baisse causera une hausse temporaire des fonds épargnés, hausse qui disparaîtra une fois éteints les effets de la nouvelle monnaie sur la marché. (Rothbard, 1983, p.38)¹¹.

Les préférences pour le temps peuvent, bien sûr, tomber durant la période de transition, de même qu'elles peuvent monter. La question n'est cependant pas de savoir ce qui va arriver aux préférences pour le temps mais de savoir si un apport supplémentaire d'or doit les faire baisser (ou monter). Est-ce qu'une préférence pour le temps plus faible est impliquée dans une hausse de la quantité de monnaie ? Ceci serait inconciliable avec la théorie de la valeur à laquelle Rothbard adhère. Les préférences des consommateurs ne sont pas impliquées dans certaines quantités de marchandise. Par conséquent, la préférence pour le temps, aspect temporel des choix des consommateurs, ne peut pas être déterminée par la quantité d'or. Même en admettant le point de vue de Rothbard, il est impossible d'arriver à sa conclusion. Pourquoi, doit-on se demander, cet

¹¹ Voir aussi Mises (1980b).

élément ne serait-il applicable qu'à l'or ? Pourquoi une hausse de monnaie à cours forcé ne conduirait-elle pas tout autant à une baisse des préférences pour le temps ? Rothbard n'établit pas ici une distinction valide. Il affirme simplement que le crédit bancaire fausse alors qu'un influx d'or marque de vrais changements.

Revenons maintenant à la question de savoir si le calcul en situation d'inflation est plus difficile que le calcul dans un cadre de changements des demandes de consommation d'un produit par rapport à un autre ou de changements d'échelle consommation/épargne. Rothbard s'est intéressé à celle-ci. Il dit :

[les entrepreneurs] ne peuvent pas prévoir les résultats d'une expansion de crédit parce que l'expansion de crédit altère tous leurs repères et déforme les taux d'intérêts et les calculs de capital. Aucune de ces altérations ne prend place quand l'or afflue dans l'économie, la capacité normale de prévision des entrepreneurs peut jouer pleinement. (Rothbard, 1983, p.38)¹²

A proprement parlé, Rothbard se limite à dire qu'il est plus difficile de prévoir les expansions de crédit parce qu'il est plus difficile de les prévoir. Quand il dit que l'expansion de crédit fausse les prix et les calculs, il utilise simplement des mots différents pour distinguer l'influence des expansions de crédit de l'influence d'autres changements du type, changement dans la demande de consommation. Comme nous l'avons vu ci-dessus, ce mode de raisonnement ignore la question. Un argument quelque peu différent semble, cependant, être inclus dans l'expression « altération » dans la mesure où elle suggère une influence cachée du reste des participants du marché. Selon cet argument, les hausses de quantité de monnaie en tant que telles ne provoqueraient pas d'erreurs. Les groupes d'erreurs résulteraient plutôt de hausses cachées. D'autre part, et plus important, Rothbard suggère que l'altération est plus probable dans le cadre d'interventions gouvernementales que sur un marché libre. La force de l'argument repose ici sur des bases totalement différentes. L'explication des groupes d'erreurs ne s'exprime plus en termes

¹² Voir aussi Rothbard (1990, p.60). L'affirmation de Mises qu'une augmentation légère et continue de la monnaie et des substituts peut être prise en main par les entrepreneurs en est une variante (voir Mises 1998, p.574.). Cela représente bien sûr un problème supplémentaire à son explication conséquentialiste de l'erreur. On doit, en effet, expliquer pourquoi une inflation constante ne conduit pas et ne peut pas conduire à l'erreur tandis qu'une inflation irrégulière y conduit inexorablement.

de changements monétaires mais en termes d'activité gouvernementale. Cet élément jouera un rôle important dans le présent article.

Pour compléter notre critique de la théorie du cycle autrichien, rappelons notre principe fondamental, à savoir que l'anticipation de l'inflation n'est pas un problème distinct des autres problèmes d'anticipation. Les effets de l'inflation peuvent être anticipés. L'inflation n'implique donc pas l'erreur. La signification de cette conclusion pour la théorie économique peut difficilement être surestimée. Elle signifie que l'inflation, cause d'un cycle économique, n'est pas, à la lumière de la théorie traditionnelle, une nécessité logique mais une contingence historique. Alors que ce fait a été clairement reconnu (Lachmann 1943, pp.108ff; Selgin, 1990, p.53n.; Salerno 1995, pp.307ff), il semble qu'il ait été complètement ignoré en ce qui concerne la théorie du cycle économique. Si l'erreur n'est pas nécessairement liée à l'inflation, alors il n'y a pas de théorie autrichienne de la récurrence des erreurs. Si une augmentation de la quantité de monnaie peut provoquer aujourd'hui de larges erreurs et demain aucune, alors les groupes d'erreurs peuvent difficilement être déduits du seul phénomène de l'inflation. On doit plutôt expliquer dans quelles conditions l'inflation conduit à l'erreur et dans quelles autres, elle n'y conduit pas. Cette explication supplémentaire constituera la théorie du cycle économique. Tant que cette explication n'existe pas, et, elle n'existe pas, on doit conclure que jusqu'à présent, il n'y a pas de théorie du cycle autrichien.

En un certain sens, nous nous retrouvons au point de départ. Si le changement en tant que tel ne peut être la cause de l'erreur, alors un cycle économique semble impossible. Cela illustre l'échec fondamental de toute tentative d'approcher l'explication de l'erreur d'un point de vue conséquentialiste. Toute tentative de concevoir l'erreur comme la conséquence de quelque événement antérieur ne peut qu'échouer. Tant que les individus choisissent, c'est-à-dire qu'ils sont dotés du libre-arbitre, l'exactitude du choix ne doit pas, en principe, être reliée à des choix et à des événements antérieurs. Les exemples d'erreur ne peuvent pas se prêter à une explication conséquentialiste.

Quelles sont donc les options théoriques auxquelles nous faisons face, en dehors de celle d'abandonner la théorie du cycle économique ?¹³ Dans la suite de cet article, nous montrerons qu'il existe une théorie du cycle autrichien et qu'elle peut se déduire d'une théorie générale des cycles d'erreurs. Ce faisant, à l'opposé de l'approche conséquentialiste traditionnelle, nous expliquerons la récurrence de groupes d'erreurs selon des lignes essentialistes.

2. Une approche essentialiste de l'analyse des cycles d'erreurs

Le cycle d'erreur

L'approche essentialiste de l'analyse de l'erreur ne cherche pas à déduire l'erreur d'événements précédents. Elle prend plutôt l'erreur comme un donné ultime, la soumettant à une investigation purement logique. Elle abandonne la question de savoir comment l'erreur se produit au profit de celle de ses implications.

Le fait qu'une erreur, commise au moment du choix, ne puisse être révélé que dans le futur, constitue le point de départ de la théorie des cycles d'erreurs (Menger, 1976, pp.67-71). Il y a toujours un décalage dans le temps entre un mauvais choix et la découverte qu'il en était un. Au moment du choix, on n'est jamais conscient de sa propre erreur, sinon on ne s'engagerait pas dans l'action. Le décalage temporaire nécessaire entre une erreur et sa découverte implique un cycle d'erreurs caractérisé par tous les éléments de la théorie du cycle économique. On peut distinguer deux étapes. Au début de la première étape, l'erreur est commise. Durant cette phase d'erreur, l'acteur croit qu'il atteint plus de fins importantes qu'en réalité il n'est capable d'en atteindre (dans la théorie du cycle, cette phase est malencontreusement appelée « boom »). Plus la phase d'erreurs est longue, plus nombreuses seront les décisions d'investissement fondées sur des bases erronées¹⁴. La crise marque le moment de découverte de l'erreur. La seconde étape

¹³ Pour l'idée que la théorie du cycle économique doit être abandonnée, voir Eucken par exemple (1989, p.180.) Eucken affirme que chaque cycle économique exige un exposé historique individuel.

¹⁴ Sur les aspects psychologiques de la phase d'erreur et pour comprendre dans quelle mesure elle va de paire avec l'irrationalité de masse et même la folie, voir l'étude brillante de Cantor (1994).

commence alors, celle du rétablissement de la sobriété. Dans la crise, l'acteur découvre les dommages causés dans le passé. Il obtient un aperçu sobre des options réelles auxquelles il fait face. Ses actions sont de nouveau fondées sur des bases solides, jusqu'à ce que la prochaine erreur apparaisse.

Ainsi, la théorie générale des cycles d'erreur part d'une analyse des erreurs individuelles. Une crise peut être décrite comme un cycle d'erreurs individuelles. Notre objectif n'est cependant pas d'expliquer les erreurs particulières qui apparaîtront tant que la vie humaine se maintiendra. Nous voulons plutôt expliquer la récurrence des groupes d'erreurs, c'est-à-dire, l'occurrence répétée d'erreurs plus ou moins synchrones, de nombreux individus, en les déduisant d'une cause commune. Par conséquent, un programme d'explication essentialiste des groupes récurrents d'erreurs doit identifier des schémas d'action, plus ou moins permanents, au sein desquels, l'erreur de nombreuses personnes est inhérente. Des cas de crise sont alors expliqués comme des situations où de nombreux acteurs deviennent conscients de leurs erreurs ou des conséquences de leurs erreurs.

De l'utilisation du gouvernement comme d'une illusion

Un grand nombre d'institutions impliquent de nombreux individus. A la lumière de l'explication conséquentialiste de l'erreur, ces institutions se prêtent toutes à une explication des groupes d'erreurs. D'un point de vue essentialiste, le principal problème est de trouver des institutions au sein desquelles l'erreur est récurrente. Ceci pose un sérieux problème car les institutions sont supposées servir les acteurs et non les gêner. Même s'il est possible de concevoir des institutions erronées, il semble néanmoins difficile de prouver qu'elles sont erronées par nature. Il est, par exemple, habituel qu'une institution devienne superflue quand les conditions changent. Ce constat implique cependant que, pendant un temps, elle a été utile. Elle n'est donc pas fautive par nature. Elle est simplement devenue inadaptée au regard des changements des conditions de l'action¹⁵. Comment concevoir une institution erronée en dehors des conditions de l'action ? Pour répondre à cette question, nous devons nous pencher sur un

¹⁵ Une discussion de ce changement dans le caractère des institutions peut être trouvée dans Wieser (1924). L'analyse de Wieser de l'émergence et de la disparition des institutions utilisait Menger (1985, pt.2) comme fondement.

type d'erreur indépendant des circonstances de lieu et de temps. Seule une institution fondée sur ce type d'erreur peut être erronée par essence. Nous appelons illusion, une erreur indépendante du temps et du lieu.

Il y a bel et bien un type répandu d'institutions au sein duquel l'illusion est inhérente. Il s'agit de l'institution gouvernementale, c'est-à-dire, d'une personne ou d'un groupe de personnes qui violent de façon permanente les droits de propriété des autres individus (les sujets du gouvernement)¹⁶. Dans quelle mesure, côté sujet, le gouvernement représente-t-il une illusion ? Observons tout d'abord que chaque société est fondée sur le régime de la propriété privée, noyau de la civilisation. Il ne peut pas y avoir de société, là où il n'y pas appropriation pacifique fondée sur la propriété de soi. On ne peut parler de société, de façon significative, que là où l'on a le droit de s'approprier des ressources non encore possédées, dans le but de les transformer grâce à son propre travail et de les échanger contre d'autres biens sur le marché. Toute appropriation distincte de ces trois voies signifie que celui qui s'approprie quelque chose revendique un droit qu'il refuse aux autres, à savoir de façon ultime le droit de propriété de soi. Là où de tels actes agressifs apparaissent, il n'y a pas société mais guerre civile. Les actions non-agressives sont un trait nécessaire de la vie humaine et de la civilisation. Les violations de la propriété constituent des obstructions partielles de la vie en société. Cela ne signifie cependant pas qu'en réalité, il n'y a pas d'actes agressifs. Il y aura des agressions tant que survivra l'espèce humaine. Le point fondamental à souligner ici est que les actions agressives ne constituent pas la société, ils en détruisent plutôt la réalisation. Ils constituent des problèmes supplémentaires pour ceux qui veulent profiter de la division du travail. Ces problèmes sont bien additifs car chaque acte de violence présuppose que les biens violemment appropriées et/ou modifiées avaient été légitimement possédés auparavant. Un régime pur de propriété privée est logiquement nécessaire

¹⁶ Sur la nature du gouvernement, violateur de la propriété privée, voir par exemple Rothbard (1998). Même si question de l'émergence d'une telle institution est très importante, notre sujet n'a pas besoin ici de la traiter. Notre objectif est plus limité, aussi pouvons-nous considérer l'existence du gouvernement comme un donné ultime et nous restreindre à en analyser les implications. Il y a de plus d'excellentes recherches sur l'émergence du gouvernement. Voir en particulier Oppenheimer (1990); de Jouvenel (1972); Nock (1994); Krippendorf (1985); Higgs (1987).

à des interventions violentes¹⁷. Par conséquent, les problèmes créés par ces dernières doivent être ajoutés aux problèmes auxquels une civilisation est confrontée.

L'illusion dans le cadre d'une agression est uniquement incluse dans l'instauration délibérée de la violence, c'est-à-dire dans le gouvernement. Elle ne fait pas référence à l'agression en tant que telle. La victime d'une violence privée « ordinaire » est parfaitement consciente de ce qui se passe. La plupart des victimes de la violence gouvernementale croit que ce type d'agression est nécessaire pour la vie en société. Personne ne la mieux exprimé que Bastiat. Il définit le gouvernement (1986, p.252), comme « la plus grande fiction grâce à laquelle, chacun essaye de vivre aux dépens des autres. »¹⁸ Cette fiction ou cette illusion est précisément ce qui distingue les gouvernements des agresseurs ordinaires. L'existence d'un gouvernement suppose l'adhésion d'une majorité de la population (en tout cas d'un grand nombre de personnes). Chaque gouvernement a besoin du consentement de la majorité pour établir ses règles.¹⁹ Cela suppose, en retour, que ces gens croient utile l'agression pour atteindre des buts différents de ceux de la simple exploitation. Les gens croient que l'agression est nécessaire pour produire un certain type de biens : police, assurance, éducation, justice . . . C'est une erreur flagrante. Tout bien peut être produit sur le marché si les consommateurs sont prêts à donner en échange de celui-ci une part suffisamment importante de leur propriété. Si un bien ne peut être produit avec profits, c'est que les participants du marché conçoivent des usages plus urgents de leur propriété. Recourir à l'agression pour produire le bien en question ne change rien à ce fait. Il éloigne simplement les

¹⁷ Voir sur ce point, parmi les premiers auteurs, Bastiat (1983, pp. 148ff.; 1986, pp. 227ff.); de Molinari (1849); Spencer (1995, pp.175ff.; 1981, pp. 149f.). Dans les auteurs plus récents, Rothbard (1978; 1982); Hoppe (1987; 1989; 1993a).

¹⁸ Récemment, un autre auteur français a saisi avec force cet aspect agression dans son analyse du communisme : « l'origine du communisme ne se situe pas dans l'histoire, le concret ou la 'pratique' mais, tout au contraire, dans la capacité humaine de l'ignorer » (Revel 1992, p.262) Revel donne aussi une citation splendide de St Augustin, Confessions, X, 34 « la vérité est tellement aimée que quiconque aime quelque chose d'autre souhaite qu'il soit vrai ». Voir aussi Hoppe (1987; 1989; 1993b, ch.4, esp.pp.102ff.); Baader (1997). Dans ce contexte, on se rappelle aussi les vêtements de l'empereur et la fable de Platon de l'anneau de . . .

¹⁹ Voir de La Boétie (1993); Hume (1987b, pp.32ff.); voir aussi Wieser (1926, pp.5ff.); et Mises (19989, pp.188ff.).

facteurs de production des entreprises qui les auraient utilisés dans des voies plus importantes, au regard des valeurs de propriétaires.

Avant de poursuivre la discussion, notons que les conditions formelles d'une théorie générale des groupes d'erreurs récurrentes sont réunies dans cette nouvelle approche. C'est parce que le gouvernement est une institution qu'il peut causer la récurrence d'erreurs au cours du temps. C'est parce qu'il est une institution comprenant de nombreux individus qu'il peut expliquer les erreurs groupées. De plus, il ne peut pas y avoir de gouvernement (dans le sens où le gouvernement est une partie de la vie en société et qu'il est nécessaire à celle-ci) sans que l'illusion ne soit largement répandue. Par conséquent, gouvernement et groupes d'erreurs vont de paire. Ils coexistent. Cette connexion, qui plus est, ne nécessite aucun argument conséquentialiste.

Le gouvernement et les cycles d'erreurs

Comme toute autre activité largement institutionnalisée, le gouvernement a un profond impact sur la société. Il façonne la structure du capital et du savoir de la société et structure des caractères type. Considérons, par exemple, le cas des subventions gouvernementales à la production aérienne. Elles maintiennent en activité les entreprises subventionnées plus longtemps qu'elles ne le seraient autrement. Le capital est dirigé dans la production aérienne plutôt que d'être investi ailleurs. Certaines quantités d'acier, d'électricité, de terre, de travailleurs... sont liées à la production d'avions plutôt qu'à celle de trains ou de livres. Les gens continuent donc à apprendre les choses nécessaires à la production d'avion plutôt que d'apprendre à faire de meilleurs trains ou à écrire des livres. Certaines personnes commencent même à apprendre la façon d'obtenir des fonds gouvernementaux. Ils apprennent comment faire pression, corrompre, reconnaître le meilleur moment pour obtenir plus de fonds, comment calomnier et menacer l'opposition. Ce sont là les effets, non seulement, des subventions mais aussi et surtout de l'intervention gouvernementale. Sans elle, ces biens de capital, ces savoirs et ces caractères seraient sans valeur. Dans les nations industrialisées d'aujourd'hui, de nombreuses industries et professions dépendent entièrement de l'existence du gouvernement. Il suffit de penser aux agriculteurs, aux industries métallurgiques d'Europe, aux opéras et orchestres, aux instituteurs et aux professeurs des écoles et des universités et bien sûr aux services publics et

autres agence gouvernementales comme le trésor public, la cour suprême, le département de justice... Que seraient toutes ces organisations et toutes ces personnes sans l'intervention du gouvernement sur leur comportement ? Elles ne survivraient pas un instant. Ces organisations feraient faillite et les personnes auraient à reconstruire leur capital humain. Pourquoi un gouvernement doit-il toujours cesser toutes ou parties de ses activités, engendrant ainsi une crise ? C'est la question à laquelle répond notre théorie essentialiste du cycle d'erreur.

Une réponse générale donne deux éléments: -les interventions gouvernementales causent des torts à certains au profit de certains autres individus; -certains d'entre eux ne se bercent pas de cette illusion que le gouvernement est nécessaire ou bénéfique. Ils essaient donc d'éclairer leurs semblables sur la nature du gouvernement. Chaque fois qu'ils réussissent, le gouvernement est condamné et avec lui, le capital humain et les autres capitaux qui en dépendent. Ceci constitue le cycle d'illusion du gouvernement dans sa forme la plus générale. Nous pouvons observer que nous ne formulons aucune hypothèse sur le moment où les tentatives d'abolition du gouvernement aboutiront. Seul compte le fait que le gouvernement puisse être aboli et que s'il l'est, l'illusion aussi. Notre centre d'intérêt ne se trouve pas dans les cycles d'illusions uniques mais dans la récurrence générale de crises. La question décisive est donc de savoir si l'intervention du gouvernement en tant que telle ou du moins certains types d'interventions doivent inexorablement conduire à des crises rendant ainsi l'erreur évidente sans pour autant s'accompagner nécessairement de l'abolition du gouvernement. Dans ce cas, de nouvelles interventions dans le futur rendra possible et conduira à de nouvelles crises et cycles. Voilà ce qu'est une explication de la récurrence de crises générales.

Analysons tout d'abord le type d'interventions gouvernementales qui explique les crises récurrentes. L'activité gouvernementale doit conduire à des faillites générales récurrentes chaque fois qu'elle implique la fraude. La victime d'un comportement frauduleux n'est pas consciente de sa situation et se comporte comme si tout était encore en ordre. Elle pense qu'elle encore réaliser tous les projets qu'elle a prévus de faire. Elle ne sait pas que la quantité de ses moyens a été diminuée. Elle n'ajustera donc pas la structure de sa propriété aux nouvelles circonstances. Elle prendra probablement des vacances à des moments où elle aurait plutôt dû épargner ; elle va vivre au jour le jour. Si la fraude atteint une échelle large, la structure du capital de la société sera déformée de la même façon. Les gens ne réaliseront pas que le stock de capital a été diminué par les détourneurs de fonds et qu'il doit être reconstitué par l'épargne. Tôt ou tard, ils

découvriront cette erreur. C'est à ce moment que se produit la crise. L'existence du gouvernement n'est certes pas une condition nécessaire de la fraude. Le fait fondamental, ici, c'est que des obstructions partielles du marché ne peuvent jamais expliquer la récurrence des crises. Dans une société libre, aucun détourné de fonds ne peut poursuivre ses affaires et préparer tranquillement la fraude suivante. C'est le privilège des gouvernements que de pouvoir agir de la sorte dans la mesure où ils opèrent dans l'illusion générale qu'ils sont nécessaires à la marche de la société. Dans de nombreux cas, le gouvernement peut commettre des fraudes sans que celles-ci soient reconnues comme telles (en particulier pour la monnaie dont nous discuterons dans la section suivante). Même quand elle est reconnue, cela ne conduit pas à l'abolition du gouvernement tant que le public en général se trompe quant à sa nature. L'abdication du roi ou le changement de parlement peuvent ne rien changer à l'institution du gouvernement lui-même. La fraude sera de nouveau tentée et provoquera la crise suivante. Dans cet exposé, nous n'avons pas besoin de supposer que les tentatives frauduleuses du gouvernement réussissent (alors que, par exemple, l'approche conséquentialiste de la théorie du cycle économique doit faire l'hypothèse d'une relation nécessaire entre la quantité de monnaie et l'erreur). Nous devons seulement souligner que le gouvernement peut commettre des fraudes et que s'il en commet, cela ne conduit pas à son abolition.

Tous les types d'interventions doivent-elles à long terme mener à une banqueroute ? La réponse est oui. Elle est fondée sur le fameux argument du calcul économique de Mises. Plus les interventions s'intensifient, moins elles peuvent fonctionner parce qu'elles gênent le calcul économique. Plus la propriété privée est violée, plus le système de prix, et donc la base rationnelle de l'allocation des ressources est déformée²⁰. Des interventions massives réduisent l'efficacité des investissements en capital. De petites interventions ne peuvent certes pas rendre le calcul impossible ; elles ne peuvent cependant pas rester à une échelle faible du fait de la compétition politique et de l'absence de limite naturelle à la croissance du gouvernement, en dehors du stock exploitable de la propriété²¹. Une chose est sûre, aucun niveau atteint d'interventionnisme ne peut satisfaire des individus et des groupes en rivalité pour le pouvoir.

²⁰ Voir Mises (1998 ch.26) et Rothbard (1993). Sur l'argument du calcul de Mises, voir les importantes contributions de Salerno (1990; 1993). Voir aussi Hoppe (1996) et Hülsmann (1997).

²¹ Voir pour ce point important le travail pionnier de Rothbard (1993, pp.542ff., 825ff., 830ff.) et Klein (1997).

Des bellicistes désirent ardemment de plus grandes armées, des instituteurs étatiques veulent garder les enfants plus longtemps à l'école, certains entrepreneurs politisés demandent des garanties à l'exportation, d'autres veulent empêcher la concurrence déloyale sur le marché intérieur... La seule question est de savoir s'ils arriveront à leurs fins. Pour que le gouvernement poursuive sa croissance, le degré d'illusion doit être étendu parce qu'il repose entièrement sur celle-ci. Pour croître, le gouvernement doit, par n'importe quel moyen, faire croire à ses sujets qu'ils profiteront de ses nouvelles actions. Pour cela, il bénéficie de deux avantages. D'un côté, les sujets croient déjà à la nécessité du gouvernement, au moins dans certaines limites. De nouveaux empiétements sur les droits par le gouvernement ne diffèrent pas, en principe, mais en degré des ses activités antérieures. L'existence du gouvernement implique des agressions. Dans la mesure où la distinction entre action pacifique et action agressive est de façon permanente brouillée, la promotion pour plus d'illusion est grandement facilitée. D'un autre côté, l'impact négatif de l'interventionnisme sur la richesse ne peut être établi que par un raisonnement solide et non par des observations. Si les gens commencent à s'appauvrir, les étatistes affirmeront que ce n'est pas à cause mais en dépit de l'interventionnisme. Au lieu de réduire le pouvoir du gouvernement, il faut l'augmenter afin qu'il puisse apporter la guérison.

Le résultat de cette bataille idéologique pour ou contre le gouvernement est une question empirique²². Quand Armageddon viendra, soit les étatistes, soit les amis de la liberté auront l'avantage. Cette indétermination ne pose pas de problème à notre théorie. Seul compte le fait que les étatistes peuvent gagner la bataille. Dans ce cas, il y aura un retour en arrière économique général parce qu'aucune structure développée de capital ne peut être maintenue ou élargie sans possibilité de calcul économique. Le gouvernement consommera de plus en plus de propriété jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien à consommer. Une confiance totale en un gouvernement conduit à un gouvernement global, c'est-à-dire au socialisme global et à la consommation totale du capital. L'état final du socialisme réel comportait, par exemple, toutes les caractéristiques d'un long cycle d'illusion:

²² En d'autres termes, nous réfutons le fait qu'il existe une sorte de mécanisme d'escalade inéluctable des interventions du gouvernement, une intervention conduisant nécessairement à la suivante. Différentes approches expliquent les interventions comme les conséquences d'autres interventions, voir Condillac (1795, pp.316ff.); Spencer (1981, pp.45f, 19ff.); Mises (1977, pp150-51); Grinder et Hagel (1977, pp.69ff.).

Au moment où un pays est obligé d'abandonner le communisme, il ne se trouve pas lui-même au niveau qu'il avait atteint au tout début de la période communiste mais à un niveau bien inférieur, virtuellement nul part. Ce n'est pas seulement vrai pour l'économie mais aussi pour les institutions politiques, les relations sociales et la vie culturelle (Revel, 1992, pp.219ff.).

Si l'on n'abandonne toujours pas le gouvernement, alors le cycle suivant est déjà en route.

Théories spécifiques versus théories générales du cycle.

Nous avons insisté sur une théorie générale qui nous permet de déduire la récurrence des groupes d'erreurs de l'existence du gouvernement. Il peut être utile d'ajouter quelques observations sur l'application de notre théorie à des cas concrets. L'activité du gouvernement et les erreurs étendues sont étroitement liées. Ceci est un élément central de notre théorie. Cependant, le fait que le gouvernement soit lui-même la manifestation d'une erreur est totalement indépendant de la manifestation concrète du gouvernement. La théorie générale des cycles d'erreurs n'a pas à identifier une institution concrète comme étant une partie du gouvernement. En tant que théorie *a priori*, elle laisse cette question ouverte. Toute théorie valide du cycle économique peut reposer sur elle parce que, précisément, la théorie générale des cycles d'erreurs ne cherche pas à résoudre ce problème et sa validité ne dépend pas de la solution apportée à celui-ci. De telles solutions sont plutôt données par les applications de la doctrine générale à des conditions particulières. Nous n'avons donc pas à identifier des exemples particuliers d'interventions gouvernementales ni expliquer, où exactement, se manifeste l'illusion. Il y aura donc plusieurs théories spécifiques des cycles d'erreurs (on en trouvera traité l'aspect économique dans des théories dites du cycle économique)²³.

Dans la suite, notre discussion se limitera, cependant, au domaine étroit mais important de l'intervention gouvernementale sur la monnaie. Son objet sera de reconstruire la théorie traditionnelle de cycle économique autrichien, à partir de la théorie générale des cycles d'erreurs.

²³ Voir par exemple, les observations de Mises (1998, p.586) sur le "cycle de monopole du maïs" ou l'étude pionnière de Hoppe (1993c, ch.3 pp.61ff.) sur la dialectique de l'activité intérieure et extérieure du gouvernement.

La théorie du cycle économique autrichien a souligné, avec succès, l'importance de l'institution de la monnaie pour presque tous les participants au marché. Elle peut également expliquer l'occurrence de groupes d'erreurs et la discussion ci-après repose entièrement sur cet aperçu. Selon le principe que les cycles d'erreurs étendus sont une conséquence de l'activité gouvernementale, nous devons nous centrer sur l'intervention du gouvernement sur la monnaie plutôt que sur les changements de la quantité de monnaie eux-mêmes. Sur ce point, Rothbard et Mises avaient, au moins intuitivement, raison. Rothbard (1993, pp.850ff.) discuta même des cycles économiques dans ses chapitres concernant les interventions gouvernementales dans l'économie²⁴. Nous avons cependant vu que l'essence de sa théorie du cycle économique suivait encore les anciennes lignes misessiennes. Nous devons donc maintenant corriger cette erreur en traduisant cette vieille théorie en nos nouveaux termes.

Une reconstruction de la théorie du cycle économique

Le cycle de fraude

L'inflation est « le processus d'émission de monnaie au-delà de la hausse du stock d'espèces » (Rothbard 1993,p.851). Elle consiste ainsi, soit en une hausse de monnaie à cours forcé, soit en une hausse des titres de propriété et des titres de monnaie ne correspondant pour les agences émettrices à aucune hausse de monnaie. L'impression de nouveau papier monnaie par les banques centrales gouvernementales est une application de la première technique. La seconde est couramment appelée banque à réserves fractionnaires. Dans les deux cas, l'inflation est une forme d'agression de la propriété des participants du marché. Les deux types d'inflation peuvent être fructueusement analysés en se demandant si l'inflation peut ou non être perçue (dans le cas

²⁴ Voir aussi sur ce point de Soto (1994, pp.157f.). Mises (1998, p.573.) affirmait que les cycles économiques pouvaient être des phénomènes de marché, mais « qu'aujourd'hui, l'expansion du crédit est exclusivement une pratique gouvernementale ». (ibid, p.794)

d'une fraude). Notre investigation doit partir de cette distinction cruciale. Soit l'inflation est perçue, soit, elle ne l'est pas²⁵.

Commençons par discuter le fait que les prix futurs de vente atteignent des niveaux qu'ils n'auraient pas atteints sans l'inflation. Si les entrepreneurs n'anticipent pas ces hausses, ils n'offriront pas de taux d'intérêt plus élevés sur le marché des prêts, marché sur lequel tôt ou tard la nouvelle monnaie se déversera. Par conséquent, la nouvelle monnaie sera utilisée au financement de nouveaux projets. Plus de projets d'investissement sont mis en œuvre qu'il n'est possible d'en réaliser car la quantité des facteurs de production n'a pas augmenté. Seule la quantité de monnaie à cours forcé ou de moyens fiduciaires a augmenté sans que les participants du marché ne s'en aperçoivent. Reste que tôt ou tard, la fraude sera découverte. Ceux de ces projets dont l'exécution est impossible seront alors abandonnés pour ne poursuivre que les projets les plus importants (à savoir, les plus profitables).

On peut facilement reconnaître la concordance entre le cycle frauduleux décrit ci-dessus et la théorie traditionnelle du cycle économique autrichien. Nous devons néanmoins préciser un aspect de l'exposé traditionnel. Le cycle de fraude n'est pas simplement provoqué par une hausse de la quantité de monnaie mais par l'activité du gouvernement. L'intervention du gouvernement sur la monnaie n'est pas en elle-même frauduleuse mais comme nous le verrons, elle est la condition nécessaire de la fraude, cause des cycles économiques. Avant de démontrer cette affirmation, montrons en quoi le fait que le gouvernement intervienne sur la monnaie facilite au moins la fraude. Premièrement, comme le gouvernement a le contrôle monopolistique de tout l'appareil policier et judiciaire, il ne reste aucun autre moyen efficace de contrôler les activités des banques et des producteurs de monnaie à cours forcé. Deuxièmement, la réduction du chômage par l'inflation est un but affiché des banques centrales. Ceci n'est possible que si le reste des participants au marché continue d'ignorer tout ce qui concerne l'inflation (Mises 1980c). Dans le but d'atteindre leurs objectifs autoproclamés, les banques centrales doivent essayer de tromper les autres participants du marché. Troisièmement, comme l'inflation profite à certains individus au détriment de certains autres, elle doit être cachée du public méfiant. Le

²⁵ Pour une analyse des banques à réserves fractionnaires fondée sur cette distinction, voir Hülsmann (1996a, pp.23ff.; 1996, pp.35ff.). Pour une critique des banques à réserves fractionnaires, voir aussi Rothbard (1991) et de Soto (1998).

cycle de fraude risque, par conséquent, de se produire aussi longtemps et tant que le gouvernement se mêle de la monnaie. C'est le véritable but des interventions monétaires que de frauder un grand nombre de participants du marché.

Nous pouvons aussi insister sur le fait que la fraude n'est pas un trait particulier du gouvernement. Sur un marché libre, il peut aussi y avoir des faux-monnayeurs et des banquiers frauduleux ne conservant, en contrepartie des substituts monétaires qu'ils émettent, que des réserves fractionnaires. C'est vrai. De tels exemples ne sont cependant jamais suffisants pour élaborer une théorie du cycle économique. Rappelons qu'une telle théorie doit expliquer le pourquoi des erreurs collectives et de leur récurrence. Ce n'est pas en se penchant sur la possibilité de fraudes sur le marché libre que l'on résout le problème. Au mieux, on peut de cette manière expliquer les groupes d'erreurs mais en aucun cas leur récurrence.

Imaginons une banque commerciale brillamment gérée pendant quatre générations qui a été capable d'étendre ses activités sur un large territoire. Supposons aussi que son successeur est un individu complètement malhonnête qui abuse de la confiance de ses clients. Il commet des fraudes en ne conservant que des réserves fractionnaires. Ceci conduit indubitablement à un cycle d'erreur relativement général. La faillite de cette banque affectera de nombreux participants du marché car sa fraude a créé des groupes d'erreurs. Nous pourrions même considérer un cas bien pire en supposant que cet héritier malin convainc certains et pourquoi pas tous les autres banquiers de suivre son exemple. Ceci ne peut qu'accroître les groupes d'erreurs qui en résultent et rendre la crise dévastatrice. La question cruciale reste : Qu'en est-il de la récurrence du cycle ? Affirmer que le cycle économique pourrait être un phénomène de marché échoue invariablement. Il n'est pas concevable que cela puisse continuer tant que les autres participants du marché considèrent les activités de ces banquiers comme des actes criminels. D'autres banquiers prendront leur place et comme l'activité bancaire n'est pas frauduleuse en elle-même, nous ne pouvons pas déduire de ce crime à grande échelle qu'un autre de même type se produise. C'est seulement dans le cas où tous les membres de la société, quelles que soient leurs raisons, pensent que ces activités sont fondamentalement irréprochables que des détourneurs de fond peuvent continuer et mettre en place une nouvelle fraude.

Une dernière objection peut être avancée. En disant « aussi longtemps que les autres participants du marché considèrent les activités des banques à réserves fractionnaires comme des

actes criminels », nous restreignons nos affirmations. Nous sommes ainsi presque obligés de dire Et alors ? Tout le monde a le droit de penser ce qu'il veut. Sur un marché libre, on ne dit à personne ce qu'il doit penser de la conduite des autres individus. Comment peut-on alors nier que de larges erreurs puissent être récurrentes sur un marché libre ?

En effet, si cela est vrai alors le cycle économique peut tout à fait être un phénomène de marché. L'argument est cependant mal orienté. La différence entre une société libre et une société contrainte par le gouvernement tient précisément à ce que pensent les membres de la société sur des questions de ce type. Le marché libre n'est pas quelque chose d'établi une fois pour toute, indépendamment des croyances des individus. Si les banquiers à réserves fractionnaires restent impunis parce que les participants du marché considèrent légitimes leurs activités alors, ipso facto, il y a un gouvernement²⁶. Les banquiers à réserves fractionnaires sont alors des personnes qui peuvent de façon permanente violer les droits de propriété des autres individus. Par conséquent, une fois que la banque à réserves fractionnaires devient une institution, elle est un exemple de gouvernement.

Le cycle d'illusion I : La banque à réserves fractionnaires

Le fait qu'une inflation dévoilée peut être tolérée par les participants au marché mérite d'autres considérations. Ceci révélera que la théorie du cycle économique a un objet bien plus large que celui que l'on pouvait supposer en ne considérant que la fraude qui cause un cycle économique, ce qui en fait était la matière première de la théorie traditionnelle du cycle économique. L'inflation révélée peut prendre, soit la forme d'émissions supplémentaires de

²⁶ Voir la déclaration analogue de Rothbard: « Il serait vide de sens que quelqu'un clame qu'il ne possède pas réellement tout ou partie de ce qu'il a produit . . . car, en fait, l'utilisation et donc la propriété est déjà sienne. [Chaque personne] par nature, se possède lui-même ainsi que l'extension de son soi dans le monde matériel, ni plus ni moins. » (1982, p.34.)

La même chose vaut en ce qui concerne l'argument anti-esclavagiste de Rothbard : « [un homme] ne peut pas se transférer lui-même, même s'il le désirait, en un bien de capital permanent pour un autre homme » (ibid., p.38). Quelqu'un qui affirme que l'interdiction des banques à réserves fractionnaires empiète sur la liberté de contrat de l'homme doit aussi considérer celle de l'esclavage comme une infraction de ce type.

monnaie à cours forcé, soit la forme de banques à réserves fractionnaires. Discutons d'abord du premier cas.

Les effets des émissions de moyens fiduciaires des banques à réserves fractionnaires peuvent être anticipés. Les gens peuvent ajuster leurs activités à la distribution que fera apparaître cette influence inflationniste. Si les participants du marché tiennent compte de l'inflation à venir, ils n'auront pas besoin d'anticiper chaque effet particulier qu'elle pourra produire. En incluant l'inflation dans leurs plans, ils ne réussiront pas moins leurs entreprises qu'en comptant sur d'autres influences. Dans la mesure où c'est le cas, l'inflation apporte « uniquement » des redistributions de richesse. Il n'y a cependant pas de fraude causant un cycle économique. Cela signifie-t-il qu'il n'y a tout simplement pas de cycle économique ? Rappelons que l'existence d'un cycle économique implique l'occurrence d'une erreur large. Peu importe quand cette erreur est détectée. Nous pouvons soutenir avec certitude que tôt ou tard elle devra l'être.

Quelle est l'erreur largement répandue dans le cas des réserves fractionnaires ? Deux affirmations doivent être faites. La première est que la banque à réserves fractionnaires est, dès le départ, vouée à l'échec. La seconde est qu'elle est un simple outil de redistribution forcée. En tant que système monétaire, elle ne présente aucun avantage par rapport à un système qui couvre à 100% les substituts monétaires. Son seul but est de profiter à certains au détriment des autres. Par conséquent, elle ne peut jamais bénéficier à la majorité des participants du marché. Si ces affirmations sont vraies alors on doit admettre que l'adhésion à ce système est fondée sur une illusion. L'illusion des participants au marché serait de croire que la banque à réserves fractionnaires est autre chose qu'un élément du gouvernement, qu'elle sert un autre but que celui d'une exploitation des uns par les autres. Comme nous l'avons souligné dans notre argumentation générale ci-dessus, la tolérance consciente de l'inflation ne peut pas signifier que la majorité des participants au marché se savent volés. Sinon, ils stopperaient immédiatement leur soutien. Ils doivent plutôt penser qu'une inflation continue sert, quelles qu'en soient les raisons, leur intérêt. La clientèle des banques à réserves fractionnaires peut elle-même se penser bénéficiaire de ce système parce qu'il permet des taux d'intérêt plus bas sur les prêts et sur les dépôts à vue. Et aussi parce que l'abolir condamnerait toutes les banques à la faillite. C'est exactement l'illusion dont il est question. En effet, les taux d'intérêt ne sont généralement pas diminués par une hausse de la quantité de monnaie. Dans la première partie de cet article, nous avons montré pourquoi il en est ainsi : si les entrepreneurs anticipent l'inflation, ils offriront des

taux d'intérêt plus élevés pour le crédit offert sur le marché. De plus, même si l'inflation n'est pas anticipée et les taux d'intérêt poussés en dessous du niveau qu'ils auraient autrement atteint, la conclusion est que cela ne peut pas bénéficier à l'ensemble du public. Dans ce cas, la fraude, provoquant le cycle économique que nous avons décrit dans la première section, suivra. De plus, en ce qui concerne l'intérêt payé pour les dépôts à vue, on doit remarquer que cette mesure ne peut jamais être à l'avantage de la majorité puisque l'intérêt sur les dépôts n'est possible qu'en volant certains individus. L'intérêt n'est aussi qu'une fraction du lot, le reste va aux banques à réserves fractionnaires. Si tout le monde a un dépôt à vue alors les banquiers sont les seuls participants du marché qui bénéficient systématiquement de la possibilité d'émissions de moyens fiduciaires. Finalement, c'est aussi une illusion que de croire que le système à réserves fractionnaires est immortel. Une banque à réserves fractionnaires peut accroître ses profits aussi longtemps qu'elle émet des quantités toujours plus importantes de substituts monétaires fiduciaires²⁷. Le banquier sait qu'il ne peut pas exagérer ses émissions mais il ne sait pas où se trouve la limite. S'il ne les explore pas, ses concurrents le feront²⁸. Chaque addition de moyens fiduciaires réduit le ratio de réserve des banques et elles deviennent de plus en plus fragiles face à des événements imprévus. La plus légère déviation par rapport à ce qui a été prévu peut suffire à l'écroulement de tout le système bancaire.

Une tolérance consciente à l'égard des banques à réserves fractionnaires implique que la majorité des participants au marché sont soumis à une illusion. Cependant, tôt ou tard, ils doivent découvrir leur erreur comme dans le cas de la fraude causant le cycle économique dont nous avons discuté précédemment. Il est donc question ici d'un second type de cycle économique. Le premier type, que couvre la théorie autrichienne (misesienne) traditionnelle du cycle économique, correspond à l'observation habituelle qu'une fraude franche doit être découverte. Le second type, au contraire, suggère une conclusion que nous connaissons grâce à l'analyse du

²⁷ « Là où la compétition entre en jeu entre banques sinon à pied d'égalité, la banque qui sert de plus près la ligne dangereuse, en ce qui concerne la taille de ses réserves métalliques, sans entamer la confiance du public, fera les profits les plus larges » (Conant 1905, pp.71f.; cité dans Skousen 1996, p.38.).

²⁸ Ainsi, la compétition entre banques à réserves fractionnaires « n'empêcherait pas une expansion lente du crédit » (Mises 1998, p.443). Pour les implications de ce point voir Skousen (1996, pp.136f.). Certes, Mises défendait la banque à réserves fractionnaires, néanmoins sa défense ici ne repose pas sur sa vertu d'ajuster, avec flexibilité, l'offre de monnaie aux « besoins du commerce ». Voir à ce sujet de Soto (1998).

socialisme, à savoir que des institutions injustes ne peuvent durer éternellement. Selon la logique pure de l'action, elles doivent soit croître et détruire la société, soit elles doivent être abolies lors d'une situation du type crise. La possible crise d'institutions injustes peut être interprétée comme l'un des éléments d'un long cycle économique²⁹.

Le cycle d'illusion II : La banque centrale et les clauses optionnelles

Bien qu'un faux-monnayeur ne puisse pas empêcher que la nature de ses activités soit plus ou moins tardivement découverte, il peut néanmoins essayer de prolonger pour un temps l'illusion sur laquelle son activité est fondée. Ce comportement est un élément central du développement des institutions monétaires des 3 derniers siècles. Il a été exprimé par le théorème de progression³⁰. Ce théorème établit que les problèmes inhérents aux banques à réserves fractionnaires ne peuvent pas être résolus par des outils techniques comme le regroupement des réserves monétaires, les dépôts de garantie, les clauses optionnelles de remboursement... Ces techniques ne font que déplacer le problème à un autre niveau et, en même temps, elles les aggravent. La seule solution réelle serait d'abandonner les banques à réserves fractionnaires.

Ceci est particulièrement évident dans le cas du rassemblement des réserves monétaires. Ce ne sont pas les fonds communs, plus élevés, qui en eux-mêmes bénéficient aux banques mais l'activité du rassemblement. Par conséquent, cette technique n'est qu'une solution très temporaire. Les banques individuelles sont maintenant capables de répondre à des demandes de remboursement qui auparavant auraient épuisé leurs réserves. Cependant, un accès à des pool plus larges de monnaie permet aussi aux banques d'augmenter plus avant leurs émissions de substituts monétaires fiduciaires. Tôt ou tard, une limite sera de nouveau atteinte où la moindre spéculation erronée de l'un des participants majeurs du marché causera la faillite de tout l'ensemble du système monétaire. La différence est que les pertes qu'accuseront les dépositaires

²⁹ Voir encore Hoppe (1993b) et la littérature citée là. Cela donne un excellent exposé des observations du type de celle de F.A. Hayek: « la seule chose qui me surprenne en ce qui concerne le boom des 20 dernières années, c'est l'efficacité des relances expansionnistes à prolonger la durée du boom. » En fait, la difficulté que rencontre Hayek tient à sa tentative d'expliquer le cycle d'illusion continu des années 70 à l'aide de la théorie misessienne traditionnelle.

³⁰ Le terme a été créé par Salerno (1991, p.371). Pour le contenu du théorème, voir Rothbard (1990).

seront bien plus élevées. Les schémas de garantie de dépôt ont principalement les mêmes effets. Les banques à réserves fractionnaires ne bénéficient pas de la garantie elle-même mais de son introduction (elle retarde pour un temps la faillite inéluctable). De nouveau, grâce à un moyen technique, les banques vont pouvoir augmenter leurs émissions au-delà des limites auxquelles elles étaient auparavant confrontées. Une fois que les nouvelles limites sont atteintes, le vieux problème réapparaît à une plus grande échelle. Le supposé remède s'avère être un cheval de Troie.

Bien sûr, ce cas n'est pas différent de celui des clauses optionnelles. Là encore, ce n'est pas l'option elle-même mais son introduction qui apporte (temporairement) un soulagement. Les défenseurs de la banque à réserves fractionnaires objectent que les gens peuvent vouloir des contrats comprenant des clauses optionnelles. Ce point de vue est cependant futile. Il est absurde de dire que les gens veulent laisser leur monnaie sur des comptes bancaires en échange de clauses « dépositaires ». Ce qu'en fait ces gens font, c'est prêter leur argent aux banques pour le temps spécifié dans la clause optionnelle. Il n'y a pas de dépositaires mais des prêteurs de monnaie. Si la clause optionnelle stipule 3 mois alors la monnaie déposée est, en réalité, un crédit de trois mois. Si la clause stipule une durée de 9 mois alors on a un crédit de 9 mois. Si aucune période n'est spécifiée alors la monnaie en dépôt n'est en aucun cas un crédit mais un don à la banque. Le point essentiel ici est que dans chacun des cas, le problème des dépôts à réserves fractionnaires reste entier. Si les participants du marché avaient laissé leur argent sur des dépôts à vue couverts par des clauses optionnelles, il n'y aurait tout simplement pas de banques à réserves fractionnaires. Toutes les transactions des banques seraient de pures transactions de crédit. Mais qu'en est-il de la monnaie que les participants du marché désirent utiliser dans leurs opérations courantes ? Doivent-ils la conserver sous leur oreiller ? Ou bien peuvent-ils la laisser aux bons soins d'une banque ? S'ils choisissent cette dernière solution, le banquier doit-il garder le montant total déposé ou bien peut-il en prêter une partie ? Ces questions demeurent. En considérant le cas des clauses optionnelles encore plus attentivement, on découvre qu'il n'est en fait pas du tout relié au problème des réserves fractionnaires.

Aucun regroupement, aucune garantie de dépôt et aucune clause optionnelle ne peut résoudre la faillite inhérente des banques à réserves fractionnaires. Les « dits » problèmes de ces dernières sont réduits à néant par ce fait. La seule façon de résoudre ces « problèmes de banqueroute » et

de reconnaître, tout d'abord, qu'il y a faillite et ensuite de liquider les entreprises en faillite et d'abolir tout le système de réserves fractionnaires.

Le cycle d'illusion III : la monnaie à cours forcé

La solution finale face à la banqueroute d'une banque à réserves fractionnaires est de lui permettre de refuser le remboursement de ses émissions fiduciaires. C'est une violation claire des droits de propriété de ses clients mais ce n'est pas là le point que nous voulons traiter. Pour nous, le fait important est qu'une monnaie à cours forcé peut apparaître par ce biais. Au travers de la rupture de contrat (et seulement par celle-ci) un substitut monétaire peut devenir une monnaie. De plus, il est évident qu'un tel événement ne peut arriver que si les membres de la société s'illusionnent quant à la nature de cet événement. Ils doivent, quelles qu'en soient les raisons (par exemple parce qu'ils pensent que le gouvernement doit réglementer la monnaie), croire qu'autre chose qu'une simple agression est en jeu. La question est maintenant de savoir si une institution fondée sur une illusion peut subsister ou si, tôt ou tard, la logique de l'action veut que l'illusion tombe. Cette seconde hypothèse est, en effet, ce que la réflexion montre. Nous verrons que la monnaie à cours forcé doit à un moment ou à un autre sortir du marché³¹.

Pourquoi une monnaie est-elle exclue du marché ? En termes généraux, nous pourrions dire que c'est parce que les participants du marché découvrent que l'emploi de cette monnaie est moins utile que l'emploi d'une autre monnaie. Ils connaissent une meilleure alternative. L'utilité d'une monnaie dépend de la facilité avec laquelle elle peut être manipulée. Par conséquent, celles des monnaies qui en vertu de leurs qualités physiques sont les plus appropriées aux échanges indirects chasseront les autres monnaies du marché (Menger 1976; 1985).

Mais quelles sont les qualités spécifiques du papier monnaie (ou des titres électroniques sur un compte Internet)? Comparons tout d'abord l'usage de la monnaie à cours forcé avec celui des monnaies métalliques sur un marché libre. La monnaie à cours forcé a un inconvénient majeur, à savoir qu'elle ne peut être utilisée que pendant un temps limité et uniquement à des fins monétaires - au moins si nous faisons abstraction de ses usages mineurs et destructeurs comme

³¹ L'analyse suivante de la concurrence entre les monnaies révisé certains aspects de l'argument conséquentialiste dans Hülsmann (1996b, pp.255ff.)

papier peint ou comme combustible. A l'opposé, les monnaies métalliques peuvent être utilisées presque indéfiniment et elles trouvent toujours d'autres emplois qui ne les empêchent pas de servir comme intermédiaire dans les échanges. Ainsi, d'une concurrence entre, par exemple, l'or et le papier-monnaie, il s'ensuit que l'or ne peut jamais être totalement éliminé du marché alors que le papier-monnaie peut l'être. Même si l'or est temporairement abandonné en tant que monnaie, il continuera d'avoir un prix de marché unitaire, rendant sa réintroduction en tant que monnaie valable. D'un autre côté, une fois que le papier monnaie est exclu du marché, sa très faible valeur en tant que marchandise rendra son usage monétaire impraticable. Une fois éliminé, le papier-monnaie ne peut jamais redevenir une monnaie alors qu'il est très facile pour l'or de le redevenir. Ce fait rend l'usage des monnaies de papier beaucoup plus précaire que celui de l'or. Dès que les gens réalisent ce danger spécifique à l'utilisation de papier-monnaie, celui-ci est immédiatement abandonné comme monnaie. L'échec ultime de la monnaie à cours forcé sur un marché libre peut être interprété comme la dernière phase d'un très long cycle économique.

Cependant, le marché monétaire actuel n'est pas un marché libre mais un marché sur lequel les gouvernements interviennent en faveur de leur propre papier-monnaie. Le papier a cours légal et il est la seule monnaie acceptée pour payer les taxes ; l'usage des métaux précieux à des fins monétaires est systématiquement empêché. Les ventes d'or sont taxées de même que les revenus provenant d'amas d'or ; les banques ne sont pas autorisées à offrir des comptes basés sur l'or et la création privée de monnaie est interdite ; il est aussi fort peu probable que les cours de justice gouvernementales et la police obligent l'exécution de contrats rédigés en or (Sennholz 1985, pp.22ff., 80ff.; White 1989, p.64.). Ces institutions gouvernementales maintiennent ces monnaies en circulation. Elles créent cependant aussi des problèmes insolubles, qui à un moment donné se résoudront dans une crise. En fait, si une monnaie de papier est solidement établie sur le marché, il y a une tentation irrésistible à l'utiliser dans le seul but qu'elle sert, à savoir financer le gouvernement et tirer d'affaires des participants au marché. Centrons-nous sur cette dernière possibilité. C'est parce que les participants du marché savent qu'ils peuvent être sauvés, qu'ils (au moins les grandes firmes) prennent des risques injustifiés dans leurs opérations. Bénéficiant d'assurance à coût nul, ils sont systématiquement incités à dépasser les bornes d'un travail sérieux et ainsi à récolter des profits additionnels sans avoir le risque d'en supporter les pertes. Une petite firme, il est vrai, peut faire banqueroute sans danger pour la sphère politique. Mais la faillite d'une grosse entreprise s'accompagnera de la protestation de la population qui fera

pression pour qu'on vole à son aide. La réelle possibilité de sauver de la faillite certains concerne ainsi des situations où les faillites sont absolument nécessaires. Ayant établi une monnaie de papier, le gouvernement se trouve face au dilemme de sauver de la ruine la majeure partie sinon toute l'économie nationale. Ce challenge ne peut être atteint sans pratiquer l'hyper-inflation et mener ainsi l'économie au désastre. Il n'y a alors plus qu'un seul recours - réglementer les opérations des firmes. Ce type d'intervention empêche cependant l'allocation rationnelle des ressources. Plus les affaires sont réglementées, plus il devient difficile aux entrepreneurs de discerner les investissements les plus nécessaires et donc les plus profitables. Le maintien et l'extension de la structure présente de production devient progressivement impossible. L'économie fait marche arrière. De nouveau, nous arrivons à un échec final au terme d'un très long cycle économique.

Conclusion

En conclusion, soulignons que l'utilisation de la monnaie est un aspect essentiel de la civilisation. Les approches monétaires de la théorie du cycle économique et en particulier l'approche autrichienne, ont été les plus fructueuses. Notre analyse a mis le doigt sur deux erreurs majeures de ces approches. La première est que la formulation de cette théorie n'est pas assez générale. Une théorie du cycle économique doit être fondée sur une théorie générale de l'erreur. Deuxièmement, la théorie générale tacite sur laquelle repose la théorie traditionnelle du cycle est fallacieuse en ce qu'elle essaye d'expliquer l'erreur comme une conséquence d'événements précédents. Au contraire, nous avons essayé de montrer comment une théorie générale des cycles d'erreurs peut être développée selon des lignes essentialistes. Les groupes d'erreurs récurrents peuvent être déduits de l'existence d'activités gouvernementales. Ceci parce que ces dernières peuvent être interprétées comme les manifestations d'erreurs - qui tôt ou tard conduiront à des crises. Il existe des cycles d'erreurs spécifiques : le cycle économique monétaire, le cycle imperialo-militaire, le cycle de la sécurité sociale...

Notre analyse fournit aussi une réponse claire et nette à une question qui a empoisonné la théorie du cycle économique autrichien pendant fort longtemps. S'il était vrai qu'une hausse de la quantité de monnaie pouvait engendrer le cycle commercial alors ceci vaudrait aussi pour les

hausse de la quantité d'espèces. Il y aurait donc aussi sur le marché libre une source de cycle économique, appelant des remèdes - au travers bien entendu d'une intervention gouvernementale. Nous avons cependant vu que la théorie du cycle économique autrichien n'a pas besoin de se fonder sur un tel élément. Elle n'a pas besoin d'affirmer que les groupes d'erreurs récurrents sont issus de changements monétaires. Ils peuvent plutôt être déduits d'une caractéristique constante des sociétés modernes, bien plus importante : l'existence des gouvernements. Ce n'est pas la monnaie mais l'intervention du gouvernement qu'il faut prendre en compte dans le cycle économique.

REFERENCES

- Baader, Roland. 1997. Fauler Zauber - Schein und Wirklichkeit des Sozialstaats. Gräfelfing: Resch.
- Bastiat, Frédéric. [1850] 1983. « La loi. » Oeuvres économiques. Florin Aftalion, ed. Paris: Presses Universitaires de France.
- . [1848] 1986. « Propriété et loi. » Les libéraux. Pierre Manent, ed. Vol. 2. Paris: Hachette.
- de La Boétie, Étienne. [1562] 1993. De la servitude volontaire ou Contr'un. Paris: Gallimard.
- Conant, Charles A. 1905. The Principles of Money and Banking. Vol. 2. New York: Harper. Quoted in Skousen 1966.
- Condillac, Étienne Bonnot de Mably de. 1795. Le commerce et le gouvernement. Paris.
- Cantor, Paul A. 1994. « Hyperinflation and Hyperreality: Thomas Mann in the Light of Austrian Economics. » Review of Austrian Economics 7 (1): 3-29.
- Eucken, Walter. [1939] 1989. Grundlagen der Nationalökonomie. 9th ed. Berlin: Springer Verlag.
- Garrison, Roger W. 1989. « The Austrian Theory of the Business Cycle in the Light of Modern Macroeconomics. » Review of Austrian Economics 3: 3-29.

- . 1991. « New Classical and Old Austrian Economics: Equilibrium Business Cycle Theory in Perspective. » Review of Austrian Economics 5 (1): 91-103.
- Grinder, Walter, and J. Hagel 111. 1977. « Toward a Theory of State Capitalism: Ultimate Decision Making and Class Structure. » Journal of Libertarian Studies 1 (1).
- Hayek, Friedrich A. 1929. Geldtheorie und Konjunkturtheorie. Vienna: Gustav Fischer.
- . 1931. Prices and Production. London: Routledge.
- . 1939. « Price Expectations, Monetary Disturbances, and Malinvestments. » Profits, Interest and Investment. London: Routledge.
- . 1983. « Can We Still Avoid Inflation? » The Austrian Theory of the Trade Cycle and Other Essays. Auburn, Ala.: Ludwig von Mises Institute.
- Higgs, Robert- 1987. Crisis and Leviathan. New York: Oxford University Press.
- Hoppe, Hans-Hermann.1983. Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- . 1987. Eigentum, Anarchie und Staat. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- . 1989. A Theory of Socialism and Capitalism. Boston: Kluwer.
- . 1993a. The Economics and Ethics of Private Property. Boston: Kluwer.
- . 1993b. « Marxist and Austrian Class Analysis. » In Hoppe 1993a.
- . 1993c. « Banking, Nation States, and International Politics: A Sociological Reconstruction of the Present Economic Order. » In Hoppe 1993a.
- . 1996. « Socialism: A Property or Knowledge Problem? » Review of Austrian Economics 9 (1): 143-49.
- . 1997. « On Certainty and Uncertainty, or: How Rational Can Our Expectations Be? » Review of Austrian Economics 10 (1): 49-78.
- Hume, David. [1777] 1987a. Essays. Indianapolis, Ind.: Liberty Press.
- . [1777] 1987b. « Of the First Principles of Government. » In Hume [1777] 1987a.

- Hülsmann, Jörg Guido. 1996a. « Free Banking and the Free Bankers. » Review of Austrian Economics 9 (1): 3-53.
- . 1996b. Logik der Währungskonkurrenz. Essen: Management Akademie Verlag.
- . 1997. « Knowledge, Judgment, and the Use of Property. » Review of Austrian Economics 10 (1): 23-48.
- de Jouvenel, Bertrand. [1945] 1972. Du Pouvoir. Paris: Hachette.
- Klein, Peter G. 1996. « Economic Calculation and the Limits of Organization. » Review of Austrian Economics 9 (2): 3-28.
- Knight, Frank H. 1921. Risk, Uncertainty, and Profit. Chicago: University Chicago Press.
- Krippendorf, E. 1985. Staat und Krieg. Frankfurt/M.: Suhrkamp.
- Lachmann, Ludwig. 1943. « The Role of Expectations in Economics as a Social Science. » Economica 14: 108ff.
- Lucas, Robert E. 1987. Models of Business Cycles. New York: Basil Blackwell.
- Menger, Carl. 1976. « Time and Error. » Principles of Economics. Trans. by James Dingwall and Bert F. Hoselitz. New York: New York University Press.
- . [1883] 1985. Investigations into the Method of the Social Sciences with Special Reference to Economics. Trans. by Francis J. Nock. New York: New York University Press.
- Mises, Ludwig von. 1928. Geldwertstabilisierung und Konjunkturpolitik. Vienna: Gustav Fischer.
- . 1940. Nationalökonomie. Geneva: Éditions Union.
- . 1943. « 'Elastic Expectations' and the Austrian Theory of the Business Cycle. » Economica NS 10 (10): 251.
- . [1929] 1977. A Critique of Interventionism. New Rochelle, N.Y.: Arlington House.
- . 1980a. Planning for Freedom. 4th ed. South Holland, Ill.: Libertarian Press.
- . 1980b. « Profit and Loss. » In Mises 1980a.

- . 1980c. « Wages, Unemployment, and Inflation. » In Mises 1980a.
- . [1912] 1981. The Theory of Money and Credit. Indianapolis, Ind.: Liberty Fund.
- . [1949] 1998. Human Action: A Treatise on Economics. Auburn, Ala.: Ludwig von Mises Institute.
- de Molinari, Gustave. 1849. « De la production de la sécurité. » Journal des Économistes 22.
- Nock, Albert J. [1935] 1994. Our Enemy, The State. San Francisco: Fox and Wilkes.
- Oppenheimer, Franz. [1907] 1990. Der Staat. Berlin: Libertad.
- Revel, Jean-François. 1992. Le regain démocratique. Paris: Fayard.
- Rothbard, Murray N. 1978. For A New Liberty: The Libertarian Manifesto. 2nd ed. New York: Macmillan.
- . [1963] 1983. America's Great Depression. 4th ed. New York: Richard and Snyder.
- . 1982. The Ethics of Liberty. Atlantic Highlands, N.J.: Humanities Press. Reprinted in 1998 by New York University Press.
- . [1963] 1990. What Has Government Done to Our Money? Auburn Ala.: Ludwig von Mises Institute.
- . 1991. The Case for a 100 Percent Gold Dollar. Auburn, Ala.: Ludwig von Mises Institute.
- . [1962] 1993. Man, Economy, and State. 3rd ed. Auburn, Ala.: Ludwig von Mises Institute.
- Salerno, Joseph T. 1990. « Ludwig von Mises as a Social Rationalist. » Review of Austrian Economics 4: 26-54.
- . 1991. « Two Traditions in Modern Monetary Theory. » Journal des Économistes et des Études Humaines 2 (2/3).
- . 1993. « Mises and Hayek Dehomogenized. » Review of Austrian Economics 6 (2): 113-46.

- . 1995. «Ludwig von Mises on Inflation and Expectations.» Advances in Austrian Economics 2b: 307ff.
- Schultz, T.W. 1975. «The Value of the Ability to Deal With Disequilibria.» Journal of Economic Literature 13 (3): 827ff.
- Selgin, George A. 1990. Praxeology and Understanding. Auburn, Ala.: Ludwig von Mises Institute.
- Sennholz, Hans. 1985. Money and Freedom. Spring Mills, Penn.: Libertarian Press.
- Shmanske, Stephen. 1994. «On the Relevance of Policy to Kirznerian Entrepreneurship.» Advances in Austrian Economics 1.
- Skousen, Mark. [1977] 1996. Economics of a Pure Gold Standard. 3rd ed. Irvington-on-Hudson, N.Y.: Foundation for Economic Education.
- Spencer, Herbert. [1884] 1981. The Man Versus the State. Indianapolis, Ind.: Liberty Fund.
- . [1851] 1995. Social Statics. Reprint by Schalkenbach Foundation.
- de Soto, Jesús Huerta. 1994. Estudios de Economía Política. Madrid: Union Editorial.
- . 1998. «A Critical Note on Fractional-Reserve Banking.» Quarterly Journal of Austrian Economics 1 (4): 25-49.
- Wieser, Friedrich. 1924. Theorie der gesellschaftlichen Wirtschaft. 2nd ed. Tübingen: Mohr.
- . 1926. Das Gesetz der Macht. Vienna: Julius Springer.
- White. Lawrence H. 1989. Competition and Currency. New York: New York University Press.